

ÉDITO



Main corridor – North, 2013.
© Ilkka Halso

ODD et pandémie: la Genève internationale est une pièce centrale du puzzle

À l'heure où les sociétés se questionnent sur leur capacité à affronter les crises présentes et futures, les 17 Objectifs de développement durable adoptés par les États membres des Nations Unies en 2015 sont plus nécessaires que jamais. Leur application a cependant stagné, voire reculé ces derniers mois, tant les États ont dû concentrer leurs moyens sur les urgences liées à la pandémie. Loin de se limiter à la seule dimension environnementale, les ODD offrent les moyens de rendre notre société et notre économie plus résilientes. En juin dernier, le Conseil fédéral a publié sa stratégie en matière d'Agenda 2030, identifiant les secteurs qui seront les moteurs du changement: l'économie et la finance, la formation et la recherche, et enfin la société civile. C'est bel et bien en collaborant ensemble que le changement sera possible, mais également en travaillant à l'échelle internationale. Que l'on pense à l'Organisation mondiale du commerce, à l'ONU, ou encore à l'Organisation internationale de normalisation (ISO), toutes traitent de questions liées aux ODD. Avec son écosystème tourné vers l'Agenda 2030 qui connecte plus de 350 membres des différents secteurs, fédérés autour du SDG Lab de l'ONU et de l'Institut International du Développement Durable, on trouve à Genève une expertise transversale qui est au service des acteurs suisses et du monde.

Avec cette troisième édition du Bulletin de notre Intergroupe, nous souhaitons mettre en lumière les pistes de la société internationale et résiliente de demain. Nous vous souhaitons une bonne lecture.

Les co-présidents de l'Intergroupe parlementaire «Genève internationale»
Andreas Aebi – Damian Müller – Elisabeth
Schneider-Schneiter – Carlo Sommaruga

INTERVIEW

Un outil transversal pour reconstruire nos sociétés



Tatiana Valovaya,
Directrice générale de l'ONUG

Quel est l'impact de la pandémie sur la réalisation des ODD ?

Avant la pandémie, bien qu'inégaux, les progrès étaient réguliers notamment en ce qui concerne l'élimination de la pauvreté et de la malnutrition. Le recul et la stagnation constatés depuis le début de la crise témoignent de la nature fragile des progrès réalisés. 110 millions de personnes supplémentaires pourraient se retrouver dans la pauvreté.

La plupart des pays à faible revenu ne seront pas en mesure de financer leur part du déploiement des campagnes de vaccination contre le COVID-19. Ils seront donc encore moins en mesure d'investir dans de meilleures capacités de préparation et de réponse à cette crise. La pandémie

a clairement mis en évidence la nécessité d'aborder les défis mondiaux de manière beaucoup plus intégrée et globale.

En quoi les ODD contribuent-ils à la résilience dans des pays comme la Suisse ?

Les liens entre la santé, la crise climatique et l'environnement, la technologie et l'éducation, le travail décent et l'égalité sont plus importants que jamais. Pour que notre communauté puisse ressortir de cette crise plus forte et plus résiliente, il nous faut adopter une approche commune. J'espère que toutes les parties prenantes réaliseront que les ODD constituent l'outil transversal à utiliser afin de reconstruire nos sociétés et nous rendre résistants aux défis du futur.

La Suisse est sensible aux mêmes menaces et défis que ceux qui se produisent ailleurs sur la planète. Les premiers moments de la pandémie ont montré que même les économies avancées ont eu du mal à répondre à l'ampleur de la situation. La pandémie a mis à nu les inégalités croissantes au sein de toutes nos sociétés et, dans le même temps, elle a démontré que les ODD étaient plus pertinents que jamais. Ils constituent LA feuille de route pour un avenir durable.

Qu'attend l'ONU du secteur privé pour la réalisation des ODD ?

L'un des aspects positifs de la crise est que de nombreux acteurs perçoivent désormais la nature intégrée de l'Agenda 2030 et les relations entre les ODD. L'ambition du secteur privé de s'impliquer davantage ou de transformer ses modes de travail en intégrant les ODD est une excellente avancée bien qu'elle ne remplace pas les mesures réglementaires nationales et internationales.

Je suis convaincue que les entreprises doivent s'engager, prendre leurs responsabilités et initier les changements nécessaires à la mise en place d'un modèle économique durable. Il est essentiel que les secteurs privé et public travaillent ensemble. C'est là la clé d'un multilatéralisme efficace. Un exemple très encourageant est la semaine «Building Bridges», qui rassemble les communautés de la finance et du développement durable de Genève et de la Suisse afin d'obtenir des ressources et des solutions plus adaptées pour les ODD. L'Agenda 2030 est une excellente opportunité pour le secteur privé de devenir un partenaire essentiel de l'ONU et d'œuvrer en faveur d'un avenir durable, pour toutes et tous, centré sur la dimension humaine. ■

**OMC :
LA MINISTÉRIELLE DE TOUS
LES DÉFIS**

Tour d'horizon avec l'Ambassadeur Didier Chambovey, Représentant permanent de la Suisse auprès l'OMC et l'AELE à Genève

La prochaine rencontre ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce a lieu à Genève du 30 novembre au 3 décembre. C'est la première rencontre de ce niveau depuis l'entrée en fonction de la nouvelle directrice générale, Ngozi Okonjo-Iweala.

Parmi les questions centrales, l'élaboration d'une réponse efficace et cohérente de l'OMC à la pandémie. Alors que la demande de levée temporaire des brevets sur les vaccins rencontre l'opposition, entre autres, de la Suisse et de l'Union européenne, il s'agira aussi de tirer les leçons de la pandémie, afin d'éviter le surstockage ou la pénurie de produits sanitaires à l'avenir. Des mesures seront proposées pour fluidifier les échanges au niveau des équipements sanitaires et des composants des vaccins, en mettant en place par exemple des procédures douanières rapides.

Autre question au centre des négociations : la mise en œuvre de l'ODD 14.6, dont l'application est de la compétence de l'OMC, soit la suppression des subventions néfastes à la pêche, l'ambition étant de parvenir à un accord.

Quant à la nomination des juges chargés de régler les différends en appel, bloquée depuis deux ans par les États-Unis, elle pourrait être relancée, si un mandat portant sur les réformes de l'OMC est adopté. Lors de sa visite à Genève le 14 octobre, la Secrétaire au commerce américaine, Katherine Tai, a confirmé son soutien à l'OMC, sans toutefois annoncer de mesures de déblocage. Les États-Unis continuent à plaider pour une réforme globale de l'organisation. ■

FINANCE DURABLE

La finance au service des ODD

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Accélérer la transition écologique vers un modèle économique mondial aligné sur les ODD, avec la finance comme catalyseur, tel est l'objectif du sommet «Building Bridges» dont la deuxième édition se tiendra à Genève du 29 novembre au 2 décembre prochains.

Lancée en 2019 par les autorités suisses, les Nations Unies et la place financière, cette initiative tire parti des forces combinées de la Suisse et de la Genève internationale. Selon Tatiana Valovaya, Directrice générale de l'ONUG, «la Suisse, avec ses nombreuses organisations internationales et son centre financier de renommée mondiale, est l'écosystème parfait pour relier la finance et les ODD.» Ces dernières années, la Suisse s'est affirmée comme un acteur majeur du secteur. Ses placements financiers durables ont en effet été multipliés par huit, passant d'environ 142 milliards de francs en 2015 à 1163 milliards en 2019.

Building Bridges présentera des engagements, des initiatives et des actions qui contribueront concrètement à faire progresser le financement des ODD dans un large éventail de sujets tels que la santé, la biodiversité, le changement climatique, les droits de l'homme ou encore l'action humanitaire et la paix. Cet événement est un exemple concret d'actions incarnant la volonté de positionner la Suisse comme lieu de dialogue où la durabilité prend forme au niveau international. ■

GESDA

La science peut-elle contribuer à la réalisation des ODD ?



La recherche est l'un des moteurs de la mise en œuvre des ODD. Les avancées rapides de la science et de la technologie pourraient en effet apporter de nouvelles solutions aux défis posés par les ODD. Il est cependant nécessaire de pouvoir anticiper ce qui se prépare dans les laboratoires du monde et qui pourrait conduire à des percées significatives dans les 5, 10 ou 25 ans à venir, et de s'assurer que des cadres appropriés permettront d'orienter ces développements au bénéfice de la société.

Les technologies quantiques, par exemple, vont créer de profonds changements en modifiant des industries entières et en accélérant la transition de l'ère de l'information à l'ère quantique. Ces technologies n'en sont qu'à leurs débuts, mais on prévoit que les processeurs quantiques seront prêts à être utilisés d'ici 5 à 10 ans. Aujourd'hui, les usages de cette technologie sont essentiellement liés aux intérêts économiques ou géopolitiques immédiats. Comment s'assurer qu'ils soient aussi alignés aux ODD ?

Il est temps de préparer un cadre universel, accessible et permettant de favoriser l'utilisation de cette technologie dans des domaines tels que les systèmes alimentaires, la décarbonisation, la modélisation du climat ou le développement de médicaments, afin de contribuer concrètement à accélérer les solutions et réaliser l'Agenda 2030. Anticipation et accélération : telles sont les missions du Geneva Science and Diplomacy Anticipator (GESDA), qui a présenté son *Science Breakthrough Radar* le 7 octobre dernier à Genève. ■

AGENDA

DÉJEUNER – DÉBAT

avec les Ambassadeurs

Alexandre Fasel, délégué à la diplomatie scientifique du DFAE, et

Benedikt Wechsler, chef de la division numérisation du DFAE

**Mardi 30 novembre 2021
de 13h15 à 14h30**

au restaurant Lorenzini,
Hotelgasse 10, 3011 Berne

Inscription
varuna.singh@etat.ge.ch